

# COMPTES RENDUS

**Virginia Oliveros (2021)**

*Patronage at Work. Public Jobs and Political Services in Argentina*

Cambridge, Cambridge University Press

Les perspectives de la science politique étasunienne sont assez fréquemment éloignées de la sociologie et de l'anthropologie. Ceci est particulièrement flagrant lorsqu'il s'agit d'objets fortement investis par ces dernières disciplines. C'est le cas du clientélisme et du patronage, majoritairement étudiés en ignorant les études socio-anthropologiques<sup>1</sup>. Cette distance disciplinaire se traduit, d'une part, par la prédominance de visions instrumentales qui ignorent toute forme d'historicité dans le lien entre patrons et clients, l'étudiant comme un fait épisodique qui ne laisse pas

de traces (loyautés, dettes, identifications, sentiments réciproques, pour citer quelques-uns des aspects étudiés par la sociologie et l'anthropologie)<sup>2</sup>. D'autre part, par une focalisation presque exclusive sur la rationalité et les intérêts des patrons, qui seraient la clé des relations clientélistes, les clients étant traités comme des agents passifs réagissant à des incitations (de l'argent, des biens appropriés individuellement, etc.).

L'Amérique latine a longtemps été un terrain propice pour ce type d'analyse. À la différence de pays comme la France, les bureaucraties y sont instables et poreuses. Les rapports de clientèle ont été historiquement liés à la mobilisation du vote et plus récemment à la distribution des programmes d'assistance des couches plus

1. Le clientélisme et le patronage ne renvoient pas exactement au même type de relation politique, bien qu'ils soient souvent confondus dans la littérature : voir S. Plattoni (ed.) (2001), *Clientelism, Interests, and Democratic Representation. The European Experience in Historical and Comparative Perspective*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press. Quoi qu'il en soit, selon l'autrice de l'ouvrage recensé, le patronage peut être considéré comme « un sous-type de clientélisme » (p. 5) régulé par une logique similaire. En ce sens, en étudiant les logiques de renforcement du patronage, l'autrice entend contribuer aux études sur le clientélisme.
2. Il existe une longue tradition d'études sur le clientélisme dans les sciences sociales. Nous avons résumé les principaux courants dans H. Combes et G. Vommaro (2015), *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte. Voir aussi le travail fondateur de J. Auyero (comp.) (1997), *¿Favores por votos? Estudios sobre clientelismo político contemporáneo*, Buenos Aires, Losada, ainsi que celui de J.-L. Briquet, F. Sawicki (dir.) (1998), *Le Clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF. Pour un développement des perspectives plus radicalement instrumentales, voir H. Kitschelt, S. I. Wilkinson (eds) (2007), *Patrons, Clients and Policies. Patterns of Democratic Accountability and Political Competition*, Cambridge, Cambridge University Press.
3. Voir le travail fondateur de J. Auyero sur le clientélisme et la mobilisation politique : (2001) *Poor People's Politics. Peronist Survival Networks and the Legacy of Evita*, Durham (N. C.), Duke University Press. Sur les transformations de rapport de clientèle à la suite de la mise en place de programmes sociaux massifs, voir parmi d'autres travaux L. Ronconi, R. Zarazaga (2019), « Household-based Clientelism. Brokers' Allocation of Temporary Public Works Programs in Argentina », *Studies in Comparative International Development*, 54 (3), p. 365-380 ; R. Weitz-Shapiro (2014), *Curbing Clientelism in Argentina. Politics, Poverty, and Social Policy*, Cambridge, Cambridge University Press et G. Vommaro (2019), « Une bureaucratie paraétatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *Gouvernement et action publique*, 8 (1), p. 35-60.

instables des classes populaires<sup>3</sup>. Pourtant, ces dernières années, les perspectives et disciplines ont convergé : les études de science politique ont commencé à prendre au sérieux autant la dimension non instrumentale des échanges politiques que la perspective des clients dans l'étude des relations de domination politique fondées sur des liens personnalisés, comme le patronage et le clientélisme<sup>4</sup>.

Le livre de Virginia Oliveros représente un cas exemplaire de ce rapprochement et montre la sophistication de l'analyse politique quand elle abandonne des hypothèses rigides. Cet ouvrage s'appuie sur un travail de terrain de longue haleine, comprenant des méthodes qualitatives et quantitatives, de l'ethnographie à l'expérimentation. Il étudie le patronage lié à l'emploi public local en Argentine, pays où la prolifération d'acteurs organisant les demandes des classes populaires à l'égard de l'État – des mouvements de pauvres urbains, des associations de quartier, etc. – ainsi que la forte implantation territoriale de certains partis politiques, notamment péronistes, créent des conditions propices pour le développement des rapports politiques personnalisés, comme cela a été le cas des États-Unis au moment de la prolifération

des machines politiques<sup>5</sup>. Plus spécifiquement, l'autrice se demande pourquoi les personnes favorisées par un poste dans l'administration publique locale maintiennent leur soutien aux patrons. Deux explications sont disponibles : des liens de réciprocité ou la crainte de punitions. Virginia Oliveros en propose une troisième : les destins des patrons et des clients sont mutuellement dépendants. Ce destin commun est lié à la façon dont l'administration publique fonctionne, en partie façonnée par des logiques politiques « biaisées », associées au privilège de l'embauche de fidèles partisans. C'est ainsi que les personnes insérées dans des réseaux politiques trouvent un emploi.

Le mérite de l'approche de Virginia Oliveros est d'enraciner la rationalité des institutions dans la rationalité des agents : les personnes embauchées dans des logiques de patronage intériorisent ces logiques sous la forme d'attentes. Elles savent que si leurs patrons ou les leaders auxquels leurs patrons sont liés perdent les élections, un nouveau parti ou groupement politique prendra très probablement le contrôle de l'administration publique et devra donc « faire de la place » pour ses propres clients, tout comme le groupement politique auquel ils appartiennent en avait fait

3. Voir le travail fondateur de J. Auyero sur le clientélisme et la mobilisation politique : (2001) *Poor People's Politics. Peronist Survival Networks and the Legacy of Evita*, Durham (N. C.), Duke University Press. Sur les transformations de rapport de clientèle à la suite de la mise en place de programmes sociaux massifs, voir parmi d'autres travaux L. Ronconi, R. Zarazaga (2019), « Household-based Clientelism. Brokers' Allocation of Temporary Public Works Programs in Argentina », *Studies in Comparative International Development*, 54 (3), p. 365-380 ; R. Weitz-Shapiro (2014), *Curbing Clientelism in Argentina. Politics, Poverty, and Social Policy*, Cambridge, Cambridge University Press et G. Vommaro (2019), « Une bureaucratie paraétatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *Gouvernement et action publique*, 8 (1), p. 35-60.
4. Cette évolution vers des positions intégrant les acquis de la sociologie et de l'anthropologie et prenant au sérieux le point de vue des clients se retrouve entre autres dans T. Hilgers (2009), « "Who Is Using Whom?" Clientelism from the Client's Perspective », *Journal of Iberian and Latin American Research*, 15 (1), p. 51-75 ; E. González-Ocantos, C. Kiewiet de Jonge, D. Nickerson (2015), « Legitimacy Buying. The Dynamics of Clientelism in the Face of Legitimacy Challenges », *Comparative Political Studies*, 48 (9), p. 1127-1158 ; S. Nichter M. Peress (2017), « Request Fulfilling. When Citizens Demand Clientelist Benefits », *Comparative Political Studies*, 50 (8), p. 1086-1117.
5. F. Bonnet (2010), « Les machines politiques aux États-Unis. Clientélisme et immigration entre 1870 et 1950 », *Politix*, 92, p. 7-29.

auparavant pour engager son propre personnel. Ces pratiques entraîneront le licenciement du personnel engagé par l'administration précédente. Ainsi, un changement de la couleur politique du gouvernement local est vécu comme un vrai risque pour les employés embauchés de cette façon.

Les personnes employées dans le cadre de relations de patronage ont généralement un faible niveau d'éducation et sont employées dans des conditions précaires. En ce sens, selon Virginia Oliveros, ils sont objectivement à la fois les maillons les plus faibles de l'administration publique et les moins susceptibles de trouver un emploi ailleurs. Ils sont ainsi prêts à s'engager dans les campagnes électorales pour soutenir les candidats de leur groupement politique. Selon l'autrice, et en accord avec la littérature sur le sujet, « le soutien politique implique un certain nombre d'activités (ou de services) politiques différentes, allant du simple fait de voter à la participation à des réunions politiques, en passant par la participation à des rassemblements ou l'aide à des campagnes électorales » (p. 5).

L'argument place donc au centre des mécanismes du patronage les compétences des agents, leurs calculs et leurs attentes, en évitant de les traiter comme des simples victimes des patrons. En revanche, selon Virginia Oliveros, « les clients peuvent effectuer des calculs sophistiqués lorsqu'ils décident de se conformer à l'accord ou de le dénoncer » (p. 22, traduction de l'auteur). Ils ne sont pas non plus des sujets mus par le remerciement et la loyauté car ce qui les fait agir est plutôt l'alignement entre leurs intérêts et ceux des patrons : « si le patron reste au pouvoir, j'ai plus de chances de garder mon emploi » semble être le raisonnement fondant le support des personnes embauchées dans des rapports de patronage une

fois qu'ils ont obtenu leurs postes. Cette conception du patronage auto-renforcé (*self-enforcing patronage*) est développée au chapitre 2 de l'ouvrage, après une introduction qui présente les fondements théoriques et historiques de l'approche du livre. Ce chapitre montre comment les perceptions des « destins communs » entre les patrons et les clients sont incorporées dans la rationalité des derniers. Mobilisant cette théorie, les quatre chapitres suivants portent sur la question de l'embauche et de la permanence dans des postes qui ont été obtenus dans le contexte des relations de patronage. Le chapitre 3 analyse l'entrée dans les administrations publiques locales. Il s'appuie sur une expérimentation permettant de saisir les mécanismes informels présents dans le recrutement des personnes impliquées dans des rapports de patronage. Cette étude a été réalisée dans trois municipalités : une ville de la banlieue nord de la ville de Buenos Aires (Tigre), et les villes capitales des provinces de Salta et de Santa Fe. La sélection des cas a été faite suivant une logique de cas différents : les trois municipalités ont des histoires politiques et des caractéristiques économiques bien distinctes mais l'autrice met pourtant en évidence des logiques communes de patronage. L'autrice montre que dans tous les cas, au-delà du parti au pouvoir, la plupart des emplois sont distribués par des canaux informels et de manière disproportionnée parmi les partisans. Ce qui compte, c'est qu'il existe des relations personnalisées entre les employeurs et les employés, afin que les services politiques puissent être canalisés lorsque la continuité de l'emploi est en jeu, c'est-à-dire au moment des élections. Le chapitre 4 mobilise aussi des matériaux tirés des expérimentations pour saisir la nature des contrats formels et informels qui sous-tendent les rapports de patronage. Il décrit principalement le type de services que réalisent les personnes

occupant des postes en vertu des rapports de patronage : principalement, contribuer à la campagne électorale, participer à des meetings, ainsi qu'au contrôle des isolements le jour des élections.

Le chapitre 5 montre que les employés des administrations publiques locales ayant des liens politiques avec des leaders locaux (des supporteurs) sont les plus enclins à rendre ces types de service au leader politique qu'ils identifient comme le responsable de leur embauche. Dans ce chapitre, l'auteur donne à voir les effets que la « personnalisation de l'administration publique » (p. 104) a sur les rapports de patronage. Dans le chapitre suivant, elle se concentre sur les explications au niveau des agents. Ainsi, le chapitre 6 est consacré à fournir des éléments empiriques appuyant la thèse de l'auto-renforcement du patronage en vertu de l'alignement des intérêts des patrons et des clients : les employés qui entretiennent des relations de patronage soutiennent les dirigeants politiques au pouvoir parce qu'ils pensent que le sort de leur emploi est lié à leur fortune électorale. C'est peut-être dans ce chapitre que la combinaison des matériaux empiriques est la plus achevée car il fournit autant de données issues des expérimentations que des entretiens avec des leaders politiques, des intermédiaires (*brokers*) et des employés des administrations publiques locales. La thèse du patronage auto-renforcé ajoute un élément pour compléter sa construction : Virginia Oliveros montre de manière convaincante que les supporteurs sont plus susceptibles de craindre de perdre leur emploi et de subir des changements négatifs dans leurs conditions de travail si l'opposition est élue et que, en revanche, l'effet de la possibilité d'une victoire de l'opposition sur les non-supporteurs est neutre.

Adoptant une perspective comparative, le dernier chapitre montre comment l'argument de l'ouvrage « voyage » au-delà des cas analysés. D'abord, il souligne combien la faiblesse des bureaucraties publiques est étendue en Amérique latine. Ensuite, il décrit comment l'embauche, suivant des logiques de loyauté politique, occupe une place importante et à quel point les employés des administrations publiques ont de bonnes raisons de croire que leurs postes dépendent de l'avenir des dirigeants politiques auxquels ils sont liés. Ainsi, les conditions pour le fonctionnement des logiques de patronage auto-renforcé sont bien présentes dans la plupart de l'Amérique latine, dans des cas avec des histoires politiques et sociales bien différentes comme le Chili ou la Bolivie.

Enfin, les conclusions du livre sont consacrées aux implications théoriques de l'argument. Plus précisément, elles revendiquent de prendre au sérieux la perspective des acteurs « dominés ». Ces acteurs dominés sont également moins attractifs pour les sciences sociales car, au lieu d'exprimer leur *voice*, ils expriment leur loyauté au système de domination. Cette loyauté ne doit pas être vue comme le résultat de l'exercice de la violence ou du contrôle direct des dominants – en l'occurrence les patrons – mais comme le produit des calculs des dominés en fonction de leur expérience et de l'intériorisation raisonnée des conditions institutionnelles dans lesquelles ils évoluent.

Certes, on aurait pu attendre une vision plus complexe de la dimension culturelle des échanges en politique, notamment des négociations des principes de justice régulant les rapports personnalisés : que doit donner chaque partie à la relation ? Quand est-il « juste » ou « approprié » de demander des biens ou des services et, par conséquent, quand une demande de l'une

ou l'autre partie est-elle considérée comme abusive ? Ceci aurait pu permettre de penser ensemble le calcul et les valeurs qui sont à la base des rapports politiques personnalisés<sup>6</sup>. Toutefois, le livre de Virginia Oliveros contribue fortement à ouvrir la boîte noire du patronage et, en ce faisant, fait avancer la science politique au-delà des limites du rationalisme individualiste.

**Gabriel Vommaro**

CONICET, Universidad de San Martín  
(Argentine)  
gvommaro@unsam.edu.ar

**Jeanne Lazarus (2022)**

*Les Politiques de l'argent*

Paris, PUF

Un triple constat, appuyé par la littérature, vient donner forme à l'intrigue du dernier ouvrage de Jeanne Lazarus : le recul de l'État social au profit du marché, la financiarisation de la vie quotidienne et le développement de l'endettement des ménages conduisent à ce que « les citoyens financent eux-mêmes leur protection avec des produits financiers » (p. 12). Ces transformations vont de pair avec l'émergence de nouvelles ambitions régulatrices pour l'État. L'autrice forge ainsi la catégorie de « politiques de l'argent » pour désigner les « politiques qui encadrent les pratiques monétaires des ménages français et définissent l'espace du possible de ce que les individus peuvent faire avec leur argent » (p. 15). L'ambition de l'ouvrage est tant de donner à voir le paysage de ces politiques que de montrer qu'elles constituent un pan de l'État social, en somme

qu'elles constituent des politiques sociales à part entière. L'autrice s'inscrit ce faisant dans la lignée des travaux qui mettent en lumière des pans peu documentés de l'État social (du moins en Europe) et qui ont notamment souligné le déploiement des niches socio-fiscales dans le champ de la protection sociale<sup>7</sup>. L'ouvrage propose de déconstruire la frontière entre l'économie et le social en analysant la façon dont l'État social « organise la rencontre entre la population et la sphère privée de l'économie en dehors du seul enjeu salarial » (p. 22). Un des enjeux est de comprendre comment les banques, qui étaient des acteurs vivement critiqués par celles et ceux qui appelaient au départ à la régulation de l'argent des ménages, sont devenues des acteurs centraux de cette régulation. L'ouvrage s'appuie sur une enquête conduite entre 2012 et 2017 et convoque des sources, des méthodes et des objets d'investigation variés. L'autrice s'intéresse prioritairement à la fabrique des politiques de l'argent à l'appui d'entretiens, d'observations, de la participation à des événements et de l'étude d'un large contenu documentaire – notamment les rapports et débats parlementaires associés aux différentes lois encadrant les politiques de l'argent sur une trentaine d'années. Elle a aussi pu enquêter sur les pratiques d'éducation financière par le biais d'une association qui lui a donné accès aux formations délivrées et lui a permis de faire passer un questionnaire auprès des bénéficiaires, de mener des observations et de conduire des entretiens avec des formateur·rices et leur public. L'ouvrage est divisé en cinq chapitres, correspondant à cinq politiques distinctes qui participent à ce que l'autrice

6. Nous avons développé cette perspective dans H. Combes, G. Vommaro (2015), *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, chapitre 6.

7. Voir notamment l'ouvrage classique de C. Howard (1999), *The Hidden Welfare State. Tax Expenditures and Social Policy in the United States*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, et, pour l'Europe, l'article de N. Morel, C. Touzet, M. Zemmour (2018), « Fiscal Welfare. Le rôle des niches socio-fiscales dans la protection sociale en Europe », *Revue française de socio-économie*, 20, p. 123-141.